

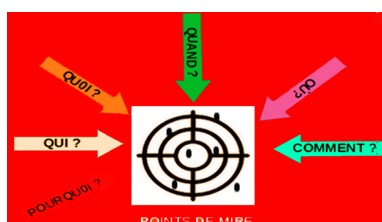
<https://www.pressegauche.org/folie-pure>



Points de mire du 9 avril 2019

# La colère gronde contre le gouvernement Legault

- Politique québécoise - Points de mire -



Date de mise en ligne : mercredi 10 avril 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !**

Les chauffeurs de taxi ne décollèrent pas et maintiennent la mobilisation contre le projet de loi 17 qui déroule le tapis rouge à Uber au dépens des artisan.e.s du taxi. [François Desrochers de l'IRIS explique](#) qu'en refusant de dédommager les détenteurs de permis de taxi, la CAQ crée une injustice en offrant à peine plus du tiers de la valeur des permis en circulation (500 millions\$ de compensation pour une valeur de 1,5 milliards \$). L'auteur se demande pourquoi les Québécois.e.s devraient payer cette compensation alors que seul Uber profite de la crise actuelle. Il dénonce le penchant identitariste de la CAQ qui prétends prendre soin des immigrant.e.s alors que son gouvernement détrouse une profession qui est compte 55% d'immigrant.e.s de première générations dans ses rangs.

[Les représentantes des Associations de femmes des Premières nations revendiquent](#) la fin des discriminations présentes dans la Loi sur les Indiens. Un projet de loi, le S-21, est actuellement à l'étude au Sénat. Il contient des dispositions qui mettraient fin à ces discriminations. Or, les élections fédérales approchent à grands pas et ces associations veulent s'assurer que le projet de loi S-21 sera approuvé avant le déclenchement du scrutin. Elles souhaitent également que le gouvernement Trudeau réagisse rapidement à la publication du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées afin de « *montrer que les femmes autochtones ne sont ni de seconde classe, ni jetables, et pour montrer qu'il comprend que le fait de traiter les femmes autochtones comme des êtres humains de moindre importance a d'importantes répercussions légales.* »

Les conflits de travail se multiplient au Québec. Nous avons abordé récemment la dure lutte des salarié.e.s d'ABI qui se poursuit. [Les prochaines négociations dans le secteur public ont aussi été analysées](#). Une autre bataille d'importance est celle des infirmières et infirmiers [contre le temps supplémentaire obligatoire](#) (TSO). Une décision récente du Tribunal administratif du travail ordonne à la FIQ de mettre un terme au refus du TSO et précise que celui-ci ne peut être utilisé qu'en cas « *de situations urgentes et exceptionnelles.* » Or, puisque les directions des ressources humaines utilisent le TSO comme une mesure normale. Selon la FIQ, une telle reconnaissance fait en sorte que les employeurs devront faire leur travail et embaucher suffisamment afin que le TSO soit marginalisé au maximum.

[Le conflit à la TELUQ prend une tournure alors que le Tribunal administratif du travail reconnaît](#) que la présidente du Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-Université - CSN a été l'objet de représailles de la part de l'Université. Les représentant.e.s syndicaux interrogés sont unanimes à penser que la direction a fait preuve de mépris envers les salarié.e.s et doutent que cette direction reconnaisse ce fait, elle qui est soupçonnée de faire des poursuites-baillons. Les négos durent depuis 18 mois et furent ponctuées d'arrêts de travail.

Québec solidaire mène campagne autour de la lutte aux changements climatiques. [Gabriel Nadeau-Dubois, dans une vidéo](#), explique l'urgence de la situation et pourquoi il faut agir maintenant. Il reprend les grands axes de la campagne qui a court actuellement afin de forcer le gouvernement de la CAQ à adopter les mesures nécessaires à une transition écologique. GND explique en quoi cette transition écologique est aussi une transition économique, créant des milliers d'emplois liés aux mesures de transition en matière de transport, d'habitation, d'énergies, de l'agriculture, etc.

## Vidéo-reporter.ère.s recherché.e.s



Depuis quelques années déjà Presse-toi à gauche ! cherche à élargir la couverture vidéo des luttes sociales qui se développent dans différentes régions du Québec. Un tel travail a pu s'amorcer pour Québec et Montréal. Nous aimerions pouvoir diffuser des vidéos des luttes et actions syndicales, populaires, féministes, environnementales et jeunes qui se déroulent dans différentes régions du Québec. On sait que de tels vidéos sont produits un peu partout au Québec mais que leur diffusion se fait sur une base régionale. C'est pourquoi nous invitons les vidéastes des régions à nous faire parvenir **sur une base volontaire et militante** leur production à [redaction@pressegauche.org](mailto:redaction@pressegauche.org) pour que nous puissions les diffuser. Merci à l'avance de votre collaboration. Vous pouvez visiter notre répertoire de vidéos en cliquant sur l'onglet Vidéos et la chaîne Youtube de Presse-toi à gauche ! à l'adresse [presse\\_gauche\\_2017](http://presse_gauche_2017).

## Sur la scène internationale

Deux élections ont attiré l'attention mondiale. D'abord celle en Algérie qui a conduit à la démission de Bouteflika et celle en Israël avec l'élection de Nétanyahou.

Nous résumerons aussi une victoire importante des paysans indiens et dénoncerons des formes de violences faites aux femmes.

### [Algérie : ce n'est qu'un début](#)

Pour l'auteur, les mobilisations populaires ont obligé Bouteflika à démissionner. C'est déjà une victoire. Mais il va plus loin dans son analyse en montrant que ces manifestations ont mis sur la table les contradictions au sein du pouvoir algérien. « *La démission du Président a fait apparaître au-devant de la scène le pouvoir réel, le noyau dur du régime. .... Mais le pouvoir réel est celui de la très haute hiérarchie militaire qui constitue le bras armé du régime.* »

Ce constat établi, l'auteur pose la question quels sont les scénarios possible ? Il en examine trois : « *Le premier, défendu par le pouvoir, entend maintenir l'unique ordre constitutionnel en vigueur.* » « *Le deuxième est celui d'une*

*transition courte, par le haut, qui maintiendrait ou réaménagerait quelques aspects de l'actuelle Constitution. C'est le projet de l'opposition ultralibérale, toutes tendances confondues (laïcs, nationalistes, islamistes). Il exprime les intérêts de la fraction compradore de la bourgeoisie. »*

*« Le troisième projet est porté, avec des nuances, par les partis, mouvements et personnalités qui défendent l'élection d'une Assemblée Constituante. Le peuple, et lui seul, doit choisir sous quel type de régime il entend vivre : parlementaire, présidentiel, ou autre. »*

L'auteur élabore le projet de la gauche (quelles propositions pour la constitution du pays) et pose aussi les limites du mouvement populaire. Il analyse que le mouvement populaire est dans une dynamique de pression sur le pouvoir et non de renversement. Il image ces propos ainsi : *« Or, conscient de sa force mais également de ses limites, le mouvement populaire n'a pas, à ce jour, opté pour la tactique du buffle qui fonce sur sa cible pour la culbuter d'un coup de tête, mais pour celle du boa constrictor qui enserre sa proie et resserre lentement ses anneaux sur elle. »*

En fin d'article, l'auteur parle de stratégie pour gagner. Il développe l'idée de guerre de mouvement et guerre de position. *« La « guerre de mouvement » prend principalement la forme des grandes manifestations du vendredi qui doivent se renforcer ou, à tout le moins, se maintenir au niveau de mobilisation actuel et rester les plus unies possible. » « La « guerre de position » vise quant à elle à s'emparer de places-fortes. L'accès aux médias publics et la jouissance effective des libertés d'expression, de manifestation, de réunion et d'organisation associative, syndicale et politique et du droit de grève... constituent des places-fortes à conquérir ou reconquérir, élargir et défendre. »*

Enfin l'auteur pose la nécessité de construire une direction politique pour canaliser les forces du mouvement.

### [Israël va voter pour l'apartheid](#)

Gidéon Lévy va au coeur de la dénonciation de l'État d'Israël avec cet article. Pour lui le colonialisme israélienne est un apartheid (4 millions de personnes n'ont pas le droit de voter) et ce, avec la bénédiction d'une majorité écrasante : *« Cent législateurs sur 120, »*

Et cette situation n'est dénoncé par aucun courant politique :

*« L'extrême droite veut l'annexion de la Cisjordanie, » « la droite fasciste, qui comprend des gens qui prônent l'expulsion des Palestiniens ou la construction d'un troisième temple sur le Mont du Temple, la destruction des mosquées, ou qui rêvent même d'extermination » « le Likoud, ne souhaite que maintenir la situation actuelle, » « Le centre-gauche cherche à se livrer à la tromperie, sans un mot sur la fin de l'occupation »*

Alors pour lui voter c'est voter apartheid et dans ce contexte pas de quoi s'étonner dans la réélection de Nétanyahou.

### [Des paysans indiens ouvrent une brèche dans l'impunité de la Banque mondiale](#)

Des victoires sont possibles même contre les plus gros. Voyons les faits. *« En 2008, la SFI a participé au financement d'une centrale à charbon à Munda à hauteur de 450 millions de \$. Les conséquences néfastes sur les communautés locales sont multiples : dégradation de l'air et de l'écosystème marin, empoisonnement de l'eau, déplacement de populations, destruction du mode de vie. »*

Face à cela les paysans portent plainte à la justice américaine où siège la Banque mondiale. Résultat en appel et

suite à la mobilisations des paysans, La Cour suprême des États Unis dénie l'impunité de la Banque Mondiale.

Des réparations peuvent donc être gagnées. Et les thématiques ne manquent pas : « *pour le transfert de dettes coloniales, le soutien des projets criminels pour les populations et l'environnement, le soutien à des dictatures et à des régimes criminels, enfin les désastres causés par les Plans d'ajustement structurel.* »

En espérant que d'autres suivront l'exemple des paysans indiens. Pour la note féminisme, des formes de violence souvent cachées sont maintenant mises à jour.

### **Briser le silence : violences à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas**

En Afrique occidentale et centrale les femmes vivent de la violence dans les zones de plantations industrielles « *où les gouvernements ont octroyé à des sociétés de plantations étrangères des concessions couvrant quatre millions d'hectares pour l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile ces dernières années.* »

Les femmes touchées sont les travailleuses que les directeurs d'usine et les agents de sécurité prennent en otage et sur qui ils exercent leur pouvoir, pouvoir de coercition ou pouvoir de ne rien voir. Évidemment les femmes gardent le silence : « *La plupart des femmes qui subissent des actes de violence sexuelle à proximité de ces plantations industrielles souffrent en silence. Peu d'entre elles signalent les agressions, les viols ou le harcèlement sexuel par crainte de représailles et de nouveaux abus de la part des autorités et du personnel de l'entreprise* »

Mais, en plus des travailleuses dans ces usines de plantations, les femmes qui vivent autour, qui traversent les champs et les routes des plantations pour les points d'eau, le bourg ou l'école sont aussi des proies potentielles.

Briser le silence sur cette situation est déjà un pas important dans la lutte contre les agressions sexuelles faites aux femmes.

Bonne lecture